

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GSM/LAFARGE

**Carrière des Trois Cèdres
78955 CARRIERES SOUS POISSY**

Code AIOT : 0006516348

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/05/2023 dans l'établissement GSM implanté Carrière des Trois Cèdres 78123007 78955 Carrières-sous-Poissy. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GSM/LAFARGE
- Carrière des Trois Cèdres 78955 Carrières-sous-Poissy
- Code AIOT : 0006516348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sable et de gravier en eau exploitée à ciel ouvert.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Excavation des déblais

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
7	Sécurité du public	Arrêté Ministériel du 22/12/1994, article 13	/	Lettre de suite préfectorale	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Excavation déblais	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.2	/	Sans objet
2	Excavation déblais	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.3	/	Sans objet
3	Excavation déblais	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.5	/	Sans objet
4	Tracabilité	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.6	/	Sans objet
5	Transport déblais	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3	/	Sans objet
6	Décaissement des sols sous les zones de STOCKAGE TEMPORAIRE	AP Complémentaire du 16/09/2021, article 3.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit mettre en sécurité la zone de purge en prenant toutes dispositions afin d'éviter un accident, sous un délai de 7 jours.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Excavation déblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Excavation déblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'excavation des déblais issus du chantier « Eole » admis sur le site de la carrière de Triel sur Seine (78510) et Carrières sous Poissy (78955) est démarrée sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, et dans un délai n'excédant pas 2 mois à compter du démarrage des opérations. Ces opérations respectent les dispositions de la procédure d'excavation décrite dans le dossier de porter à connaissance visé à l'article 1.2 du présent arrêté. Les déblais excavés sont envoyés dans des installations dûment autorisées à les recevoir.
Constats : L'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- l'excavation de l'encaissant ayant eu des impacts résiduels des déblais Eole a été effectué pour la totalité des mailles impactées (B4-FF1, A7-FF2 et A11-FF1);- les opérations d'excavation respectent les dispositions de la procédure d'excavation décrite dans le dossier de porter à connaissance;- l'ensemble de l'opération a été réalisé sur 3 semaines.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Excavation déblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Excavation déblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants tiennent en permanence un plan de maillage actualisé et de l'avancement des travaux d'excavation.
Constats : L'inspection constate que le plan de maillage de l'avancement des travaux d'excavation est à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Excavation déblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Excavation déblais
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La plateforme de transit est temporaire et doit être démontée à la fin des travaux d'excavation. L'ensemble des matériaux utilisés pour la construction doit être évacué dans les filières dûment autorisées. A minima, les graves doivent être évacués avec les déblais issus du chantier « Eole ». L'ensemble des eaux de surfaces doivent être recueillies et canalisées vers un seul exutoire afin d'être analysées tel que défini à l'article 4.6 du présent arrêté. La plateforme de transit doit être en dehors des zones de battement de la nappe et en dehors des zones inondables définies par l'étude hydrogéologique du BURGEAP. Ces zones sont matérialisées sur le site et répertoriées sur un plan tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'une plateforme de transit qui sera démontée dès réception des analyses de sols permettant de connaître leur filière finale ;- que l'emplacement de la plateforme de transit est en dehors des zones de battement de la nappe et en dehors des zones inondables définies par l'étude hydrogéologique du BURGEAP. Le rapport n° LB3700108 / 1037414-02 de fin de travaux effectué par BURGEAP en date du 03/07/2023 a montré que les analyses réalisées au niveau de la plateforme de traitement sont conformes aux exigences de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Tracabilité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 2.6
Thème(s) : Risques chroniques, Tracabilité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les exploitants assurent la traçabilité des déchets « Eole » excavés et évacués conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 susvisé. Ils tiennent : <ul style="list-style-type: none">– un registre des lots en cours de transfert et réceptionnés sur le site receveur, comprenant pour chaque lot le résultat des analyses de caractérisation des déblais contenant de la pyrite telles que définies dans le dossier visé à l'article 1.2 du présent arrêté.– un registre des lots de remblais de couverture déplacés au sein de la carrière, comprenant le résultat des analyses et la localisation de leur emplacement initial et de leur emplacement transitoire. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Pour chaque lot de déblais « Eole » excavés, les exploitants respectent un délai maximal de 5 jours par la voie routière et de 7 jours par la voie fluviale entre le début de l'excavation et leur traitement et/ou valorisation au sein des différents exutoires, tels que définis dans le dossier visé à l'article 1.2 du présent arrêté. Ce délai est reporté sur le registre des lots en cours de transfert et réceptionnés sur les sites receveurs.
Constats : L'inspection constate la présence d'un registre des lots réceptionnés sur le site receveur, comprenant pour chaque lot le résultat des analyses de caractérisation des déblais contenant de la pyrite telles que définies dans le dossier visé à l'article 1.2 du présent arrêté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Transport déblais

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les moyens de transport de déblais utilisés sur site et jusqu'aux sites receveurs respectent les dispositions décrites dans le porter à connaissance visée à l'article 1.2 du présent arrêté et notamment celles relatives à l'étanchéité des bennes et barges. Les exploitants privilégient le mode d'évacuation par voie fluviale et n'utilisent la voie routière que comme une solution de secours en cas de saturation de la voie fluviale (appontements). L'exploitant est en mesure de justifier les paramètres décrits ci-dessus en permanence.
Constats : L'inspection a constaté : <ul style="list-style-type: none">- que les moyens de transport de déblais utilisés sur site respectent les dispositions décrites dans le porter à connaissance (types de transports, signalisation, sens de circulation, ...);- que le seul mode d'évacuation des déblais a été réalisé par voie fluviale.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Décaissement des sols sous les zones de STOCKAGE TEMPORAIRE

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/09/2021, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Décaissement des sols sous les zones de STOCKAGE TEMPORAIRE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les exploitants s'assurent du retrait des matériaux non conformes mis en évidence dans le dossier de porter à connaissance visé à l'article 1.2 du présent arrêté. Sur l'ensemble de la zone d'excavation, ils réalisent une bathymétrie de contrôle afin de s'assurer de la bonne excavation de l'ensemble des déblais du chantier « EOLE » et les autres matériaux impactés par ces déblais. Les exploitants réalisent sur des échantillons représentatifs de ces terres, selon la norme NF X 31-620, les analyses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – analyses (brut et éluat) selon l'arrêté du 12/12/14 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ; – teneur en soufre total (norme NF EN 1744-1 § 11) ; – teneur en carbonate (norme NF ISO 10693) ; – sulfates totaux (extraction à l'acide selon norme NF EN 1744-1§ 12) ; – la valeur du ratio Potentiel Neutralisant sur le Potentiel Acidifiant (NP/AP) ; <p>L'échantillonnage comporte a minima deux prélèvements sur une profondeur de 0,5 mètre par maille de 25 x 25 mètres.</p> <p>Les exploitants mettent en œuvre toutes les dispositions pour justifier de l'absence d'impacts sur les sols sous les zones de remblai avec des déblais du chantier « Eole », les zones de stockage, de transfert et autres zones ayant pu être impactées.</p> <p>Les exploitants mettent en œuvre toutes les dispositions pour justifier de l'absence d'impacts sur zones de stockage, de transfert et autres zones ayant pu être impactées.</p>
<p>Constats : L'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la présence d'un rapport n° LB3700108 / 1037414-02 de fin de travaux effectué par BURGEAP en date du 03/07/2023; - que les analyses réalisées sous les mailles évacuées et sous la plateforme de traitement révèlent que la purge a permis d'évacuer les matériaux impactés et ainsi obtenir des fonds de fouilles aux caractéristiques répondant aux exigences de l'arrêté préfectoral.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Sécurité du public

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/1994, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité du public
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès au site en exploitation est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. L'accès de toute zone dangereuse est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux et des « zones de stockage des déchets d'extraction inertes » résultant du fonctionnement des carrières, d'autre part, à proximité des zones clôturées. Les dispositions ci-dessus sont applicables aux orifices des puits et aux ouvertures de galeries qui donnent accès aux travaux souterrains.
Constats : L'inspection constate un risque d'effondrement et de basculement de poids lourd au niveau d'une purge d'une des mailles impactés par les déblais Eole. Celle-ci est située à un endroit circulé par des engins de chantiers.
Observations : L'exploitant doit mettre en sécurité la zone de purge en prenant toutes dispositions afin d'éviter un accident, sous un délai de 7 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 7 jours